

SOCIÉTÉ

"Avancer pour que l'Église soit une maison sûre"

AMIENS Le diocèse de la Somme a organisé jeudi soir une réunion publique après la remise du rapport Sauvé révélant l'ampleur des abus sexuels dans l'Église, en présence de la déléguée à la lutte contre la pédophilie des Evêques de France.



La pédophilie, « c'est un acte de mort, pour lequel certains enfants survivent », a résumé Ségolaine Moog devant 200 personnes, invitées à observer des temps de silence à trois reprises pendant la soirée. (Photo GAËL RIVALLAIN)

GAËL RIVALLAIN

Nous savions et nous n'avons rien fait. Le constat est accablant. La réponse ecclésiale a été inadaptée ». En invitant Ségolaine Moog au micro, Monseigneur Gérard Le Stang n'aura pas cherché à étouffer la déflagration causée par le rapport du Picard Jean-Marc Sauvé, et son chiffre choc révélé le 5 octobre de 330 000 victimes abusées par des clercs et des laïcs catholiques depuis 1950.

Intervenante principale d'une réunion publique organisée par l'Evêque à la salle Dewailly d'Amiens jeudi soir, la déléguée pour la prévention et la lutte contre la pédophilie à la Conférence des Evêques de France, a d'abord décrit le travail réalisé par la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE), avant de l'asséner, la pédophilie, « c'est un acte de mort, pour lequel certains enfants survivent », a-t-elle résumé devant 200 personnes, invitées à observer

des temps de silence à trois reprises pendant la soirée.

« Je m'inquiétais sur l'immobilité de l'Église. Je pense avoir eu des réponses. »

Jean-Marie

Soumises par écrit, les questions délicates n'ont pas été évitées. Comme le célibat des prêtres. « Et

s'il n'était pas vécu comme une autre manifestation de la toute-puissance ? Cette hypothèse mérite d'être explorée », s'est interrogée Ségolaine Moog, avant de le rappeler : « On parle ici d'agressions sur des mineurs, qui relèvent d'un trouble psycho-sexuel ».

La remise en cause du secret de la confession ? « Exercer le sacrement du pardon en respectant le secret de la confiance avec l'absolu devoir de bienveillance des petits, voilà qui ouvre un champ de réflexion pour

l'Église », n'a pas résolu de son côté l'Evêque sur ce sujet qui figurera (avec celui de la réparation due aux victimes) au menu d'une réunion des évêques en novembre. Une démission collective des Evêques, comme acte symbolique fort de repentance ? « Je suis témoin de la forte résolution de l'Église de faire bouger de manière rigoureuse le traitement des situations », l'a assuré Ségolaine Moog. Chantier immense.

À la sortie, après deux heures de

22 AGRESSEURS ET 55 VICTIMES DANS L'ÉGLISE DE L'OISE

Suite à la publication du rapport de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciasé), Mgr Jacques Benoit-Gonin, évêque de Beauvais, Noyon et Senlis, est venu rencontrer et échanger avec les fidèles dans trois églises de Beauvais, Creil et Compiègne. Les réunions ont, à chaque fois, réuni près d'une centaine de personnes.

Dans ce diocèse, les souvenirs des abus sexuels du père Matassoli, tué en 2019, par l'une de ses victimes, sont encore dans les mémoires. Depuis 1950, 22 agresseurs ont été identifiés dans l'Oise et on compte 55 victimes. Depuis la révélation du rapport de la Ciasé, six nouvelles personnes, victimes ou témoins, se sont manifestées auprès de la cellule d'écoute et d'accueil du diocèse.

Lors de ces réunions, les fidèles ont pu faire part de leurs émotions, de leurs questions et attentes. « Pendant que l'évêque sera à Lourdes, début novembre, en assemblée plénière, nous allons centraliser toutes ces remontées d'informations pour les consolider. Cela sera une base de travail pour la suite », ont indiqué les services diocésains. FANNY DOLLÉ

Un protocole à venir entre les trois diocèses de Picardie et la procureure générale de la République

À court terme, l'action de l'évêché passera par trois mesures. « Nous allons conclure un protocole entre les trois diocèses de Picardie et la procureure générale de la République, comme il en existe déjà dans 17 autres diocèses. Nous allons améliorer le travail de notre cellule d'écoute. Et nous allons vérifier que les formations auprès de nos séminaristes sont bien faites », liste Monseigneur Gérard Le Stang. Qui nous a précisé qu'à sa connaissance - il est en responsabilité depuis cinq

mois - « il n'y a aucun dossier en cours » de prêtre suspect. Selon le rapport de la CIASE, « sept ou huit sont été identifiés depuis 1950 » dans la Somme. Est-ce à dire que tout danger est aujourd'hui écarté ? « Sûrement pas. Ce n'est pas fini (...) Et puis la grande majorité des victimes ne le disent pas. Il faut 12, 20, 30 ans pour que le sarcophage de la conscience se fissure (...) Agresseur, c'est une bombe à fragmentation et à retardement », décrit Ségolaine Moog.

conférence, les participants (surtout à cheveux gris) saluaient l'initiative du diocèse.

« Je m'inquiétais sur l'immobilité de l'Église. Je pense avoir eu des réponses », commentait Jean-Marie, investi jadis dans une aumônerie. « Nous avons été somnés par les chiffres. Il était temps que la vérité éclate. Quand on croit dans l'Évangile, on se dit que la vie l'emportera sur la mort. Et que l'Église, veille de 2000 ans, saura s'en relever », observait une autre fidèle de Saint-Fuscien. Confirmation de l'Evêque : « Je suis bouleversé pour toutes les victimes. C'est une honte pour ma belle Église. Pendant les 35 premières années de ma vie, je n'avais jamais entendu la moindre histoire. Peut-être ai-je été aveugle comme une bonne partie de la société. Maintenant il va falloir vivre et avancer avec ça, pour que l'Église soit une maison sûre ».

l'adresse mail : conference2110@diocese-amiens.com reste ouverte encore quelques jours.